

ASSURANCE VOLONTAIRE DES EXPATRIÉS

L'adhésion à l'assurance volontaire vieillesse des expatriés est possible auprès de la CFE (Caisse des Français de l'Étranger).

BÉNÉFICIAIRES

Toute personne quelle que soit sa nationalité, ayant relevé d'un régime français d'assurance maladie obligatoire pendant au moins **5** ans, à quelque titre que ce soit, cette durée pouvant être discontinuée ou ayant cotisé **6** mois à une assurance vieillesse obligatoire avant le départ de France.

Décret n° 2010-1776 du 31 décembre 2010

Tout document de nature à établir la résidence en France pendant au moins **5** ans doit être joint à la demande d'adhésion (relevé de carrière, bulletins de salaire, attestation de Pôle emploi, avis d'imposition, quittances de loyer, factures d'énergie ou de téléphone, certificats de scolarité, etc.).

- l'assuré doit exercer une activité salariée à l'étranger ou dans les TOM ;
- résider à l'étranger ; les frontaliers qui résident en France mais travaillent hors de France sont exclus.

DEMANDE D'ADHÉSION

Le délai d'adhésion à l'assurance vieillesse varie selon les conditions remplies par l'assuré :

- si on adhère après avoir relevé d'un régime français d'assurance maladie obligatoire pendant au moins **5** ans ;
- si on remplit la condition des **6** mois de cotisations à une assurance vieillesse obligatoire avant le départ de France, on dispose d'un délai de **6** mois à partir de la date à laquelle vous avez cessé de relever d'un régime obligatoire français.

L'adhésion à la CFE ne vise pas les périodes de salariat déjà effectuées mais les périodes à venir. On peut choisir d'adhérer à compter du 1^{er} jour du trimestre civil en cours ou du 1^{er} jour du trimestre suivant la demande.

Les personnes doivent présenter leur demande d'adhésion à l'assurance volontaire vieillesse dans un délai de dix ans à compter du dernier jour de l'exercice de leur activité à l'étranger, ou de celle de leur conjoint décédé.

Article R. 742-32 du Code de la Sécurité sociale, modifié par Décret n° 2019-603 du 18 juin 2019 - article 1

BARÈME DES COTISATIONS TRIMESTRIELLES DU 1^{ER} JANVIER AU 31 DÉCEMBRE 2022

Ressources annuelles	Égales ou supérieures à 43 992 €	Entre 21 996 € et 43 991 €	Inférieure à 21 996 €	Assurés âgés de moins de 22 ans
Catégorie	1 ^{re}	2 ^e	3 ^e	4 ^e
Base de calcul de la cotisation	43 992 €	32 994 €	21 996 €	10 998 €
Montant trimestriel ¹	1 953 €	1 464 €	975 €	489 €

¹ Montant identique pour la personne qui adhère en tant qu'ancien assuré d'un régime obligatoire français.

C.F.E. VIEILLESSE

Conditions d'activité

Pour demander son adhésion à l'assurance volontaire vieillesse, le demandeur doit exercer ou avoir exercé hors de France une activité salariée (ou assimilée) dans le commerce, l'industrie ou l'agriculture. Les périodes d'activité dans les territoires d'outre-mer sont retenues.

Article L. 742-1 1° du Code de la Sécurité sociale

Article R. 742-30 du Code de la Sécurité sociale

Décret n° 2010-1776 du 31 décembre 2010

L'adhésion est possible même si le demandeur a cotisé à l'assurance obligatoire du pays où il a travaillé.

Si ce pays est lié à la France par un accord de Sécurité sociale, qui prévoit la totalisation sans superposition, les périodes de double assurance sont comptées une seule fois.

Chaque pays sert la fraction qui correspond à la période d'assurance qu'il a reconnue.

Bénéficiaires

L'assuré doit bénéficier d'une condition d'affiliation préalable à un régime obligatoire français d'assurance maladie de **5** ans. ou avoir cotisé **6** mois à une assurance vieillesse obligatoire avant le départ de France.

Articles L. 742-1 et R. 742-30 du Code de la Sécurité sociale

Dépôt de la demande

Les personnes qui exercent une activité à l'étranger doivent présenter leur demande d'adhésion à l'assurance volontaire vieillesse dans un délai de **10** ans à compter du dernier jour de l'exercice de leur activité à l'étranger, ou de celle de leur conjoint décédé.

Article R. 742-32 du Code de la Sécurité sociale modifié par décret n° 2019-603 du 18 juin 2019 - article 1

Cotisations

Les assurés volontaires qui exercent une activité professionnelle hors de France sont classés dans la catégorie correspondant à la rémunération de leur dernière activité salariée à l'étranger.

Article R. 742-34 al. 1 du Code de la Sécurité sociale

Article R. 743-2 al. 3 du Code de la Sécurité sociale

Article L. 434-16 du Code de la Sécurité sociale

PENSION PAYÉE

MINIMUM DES PENSIONS

La retraite à taux plein peut être augmentée de la majoration due au titre du minimum contributif. Ce minimum comprend :

- le minimum calculé compte tenu de la durée d'assurance ;
- la majoration pour périodes cotisées. La majoration pour périodes cotisées entière est égale à la différence entre le minimum contributif entier majoré et le minimum contributif entier non majoré. Elle est attribuée si l'assuré réunit une durée d'assurance cotisée d'au moins **120 trimestres**.

Le montant calculé de la retraite est comparé au minimum si l'assuré a demandé toutes ses retraites personnelles à l'ensemble des régimes de base et complémentaires, français et étrangers, ainsi que des organisations internationales. Le total de ces retraites personnelles ne doit pas dépasser **le plafond autorisé (1 322,87 €) pour le minimum contributif**.

Les données collectées lors des échanges inter-régimes (EIRR) sont utilisées pour vérifier l'attribution et le montant des retraites de l'intéressé.

Circulaire CNAV 2014/39 du 12/06/2014 § 1

Le montant minimum auquel est portée la pension vieillesse liquidée au taux plein et correspondant à une durée d'assurance au régime général d'au moins **150 trimestres** (voire **172 trimestres** suivant l'année de naissance) est fixé à **8 209,61 €** par an à compter du 1^{er} janvier 2023.

La majoration pour périodes cotisées entière est égale à la différence entre le minimum contributif entier majoré et le minimum contributif entier non majoré. Elle est attribuée si l'assuré réunit une durée d'assurance cotisée d'au moins **120 trimestres**. Le montant calculé de la retraite est comparé au minimum si l'assuré a demandé toutes ses retraites personnelles à l'ensemble des régimes de base et complémentaires, français et étrangers, ainsi que des organisations internationales. Le total de ces retraites personnelles ne doit pas dépasser le plafond autorisé (**1 322,87 €** au 1^{er} janvier 2023) pour le minimum contributif. Les données collectées lors des échanges inter-régimes (EIRR) sont utilisées pour vérifier l'attribution et le montant des retraites de l'intéressé.

Circulaire CNAV n° 2014/39 du 12/06/2014 § 1

MINIMUM CONTRIBUTIF

Minimum contributif majoré

La pension de vieillesse au taux plein ne peut pas être inférieure à un montant minimum. Ce minimum global comprend :

- le minimum calculé compte tenu de la durée d'assurance ;
- la majoration au titre des périodes cotisées calculée à partir du minimum majoré ;
- le montant minimum auquel est portée, lors de sa liquidation, la pension de vieillesse au taux plein est fixé à **8 970,86 €** par an au 1^{er} janvier 2023.

Le minimum contributif et la majoration au titre des périodes cotisées sont calculés à la date d'effet. La comparaison avec le montant calculé de la retraite est faite une seule fois à cette date. Le minimum contributif majoré est ensuite revalorisé dans les mêmes conditions que les pensions.

Articles L. 161-23-1, articles L. 351-10 du Code de la Sécurité sociale

Seuls peuvent bénéficier de l'intégralité du montant minimum les titulaires d'une pension de vieillesse correspondant à une durée d'assurance accomplie dans le régime général de Sécurité sociale au moins égale à **150**, progressivement **172** trimestres :

- **150** trimestres pour les assurés nés avant 1944 ;
- **152** trimestres pour les assurés nés en 1944 ;
- **154** trimestres pour les assurés nés en 1945 ;
- **156** trimestres pour les assurés nés en 1946 ;
- **158** trimestres pour les assurés nés en 1947 ;
- **160** trimestres pour les assurés nés en 1948 ;
- **161** trimestres pour les assurés nés en 1949 ;
- **162** trimestres pour les assurés nés en 1950 ;
- **163** trimestres pour les assurés nés en 1951 ;
- **164** trimestres pour les assurés nés en 1952 ;
- **165** trimestres pour les assurés nés en 1953-1954 ;
- **166** trimestres pour les assurés nés en 1955-1956-1957 ;
- **167** trimestres pour les assurés nés en 1958-1959-1960 ;
- **168** trimestres pour les assurés nés en 1961-1962-1963 ;
- **169** trimestres pour les assurés nés en 1964-1965-1966 ;
- **170** trimestres pour les assurés nés en 1967-1968-1969 ;
- **171** trimestres pour les assurés nés en 1970-1971-1972 ;
- **172** trimestres pour les assurés nés à partir de 1973.

Durée minimum pour bénéficier de la majoration

La loi de financement de Sécurité sociale pour 2009 prévoit que pour les pensions prenant effet à compter du 1^{er} avril 2009, la majoration des périodes cotisées sera réservée aux assurés ayant une durée d'assurance cotisée au moins égale à **120** trimestres. Cette durée d'assurance sera appréciée en prenant en compte tous les régimes obligatoires de base et complémentaires légalement ou réglementairement obligatoires. Pour apprécier la durée minimale, le nombre de trimestres retenu au titre de chaque année civile ne peut être supérieur à **4**.

Article L. 351-10 du Code de la Sécurité sociale

Article D. 351-2-2 du Code de la Sécurité sociale

Décret n° 2008-1509 du 30 décembre 2008

VALIDATIONS GRATUITES ET RACHAT DE POINTS

VALIDATION DES PÉRIODES DE GUERRE ET SERVICE NATIONAL

PÉRIODES DE GUERRE 1939 - 1945

Ces périodes sont validées gratuitement pour le participant qui a interrompu ses fonctions du fait de la guerre, dans une entreprise adhérente (ou disparue mais dont les périodes sont validables), la reprise de l'activité n'étant pas nécessaire.

Si le participant n'exerçait pas d'activité professionnelle salariée ou non salariée ou bien s'il était apprenti avant les périodes de guerre, celles-ci peuvent être validables dans le cas où, après lesdites périodes, il a pris une activité relevant de l'accord du 8 décembre 1961 et ce, dans un délai maximum de **6** mois qui suit la démobilisation.

Motifs pris en considération :

- la mobilisation, la déportation, la résistance, la captivité ;
- la réquisition pour le service du travail obligatoire ;
- les persécutions raciales ;
- l'évacuation volontaire ou forcée de la population ;
- les chantiers de jeunesse ;
- le rappel ou maintien sous les drapeaux ;
- l'interruption d'activité due à la fermeture de l'entreprise ;
- les patriotes résistant à l'occupant des départements du Rhin et de la Moselle.

Périodes d'engagement volontaire

Les périodes d'engagement volontaire comprises entre le 2 septembre 1939 et le 31 mai 1946 sont validables quelle que soit la durée de l'engagement et selon les conditions de validation des périodes de mobilisation.

Opérations en Afrique du Nord

Sont assimilées à des périodes de guerre validables, les périodes de service national accomplies en Afrique du Nord, comprises entre le 1^{er} janvier 1952 et le 2 juillet 1962 à condition :

- que le salarié ait interrompu une activité salariée avant son incorporation ;
- que le salarié soit titulaire de la carte de combattant ou du titre de reconnaissance de la Nation.

La période est validée par la caisse dont relevait le salarié au moment de son interruption d'activité.

Lorsque le participant n'exerçait aucune activité professionnelle salariée, non salariée ou était apprenti, avant son incorporation, la période peut être validée lorsque celui-ci bénéficie d'une validation pour une activité salariée faisant suite à ladite période et à condition que cette dernière ne fasse l'objet d'aucune validation par un régime spécial.

Les participants résidant dans un État de l'Espace Économique Européen ne pourront plus se voir opposer la condition de résidence en France ou à Monaco pour la validation des services accomplis en Algérie avant le 1^{er} juillet 1962.

Les dossiers déjà liquidés pourront être révisés (rappel limité à **5** ans).

Lettres circulaires ARRCO n° 99-60 et 61 du 10 novembre 1999 relatives à l'intégration de l'ARRCO au sein du règlement communautaire n° 1408-71 du 14 juin 1971

Incidences du régime unique

En l'absence d'inscription des droits par l'institution d'adhésion avant le 1^{er} janvier 1999, les périodes de service national actif (pour la partie excédant **12** mois) et les périodes militaires accomplies en Afrique du Nord sont validées depuis le 1^{er} janvier 1999 selon les modalités suivantes :

- si la période de service national ou la période militaire accomplie en Afrique du Nord a interrompu une période validable, les droits doivent être calculés à partir du nombre de points inscrits au titre de l'année civile précédant celle au cours de laquelle le départ au service militaire est intervenu ;
- si la période militaire accomplie en Afrique du Nord n'est précédée d'aucune activité salariée ou non salariée, les droits sont calculés comme des services passés en utilisant la moyenne de référence ou le forfait annuel ARRCO (égal à **144** points UNIRS).

Il y a lieu d'effectuer la validation sur la base du taux de l'entreprise au titre de laquelle cette validation est effectuée.

Les périodes militaires effectuées avant **21** ans doivent être validées à **75** %.

Lettre circulaire ARRCO n° 98-32 du 6 novembre 1998

LE SERVICE NATIONAL EN TEMPS DE PAIX

Les périodes de service militaire en temps de paix sont validables pour la seule fraction excédant **12** mois de présence sous les drapeaux, à condition que lesdites périodes aient interrompu :

- une période d'activité salariée ;
- une période de maladie validable ;
- une période de chômage indemnisée par Pôle emploi.

La période validable est effectuée par la caisse à laquelle est affilié le salarié pour la période antérieure à son appel sous les drapeaux.

Les périodes de service national actif, en temps de paix, sont également validables dans le cas où une période d'inactivité, d'une durée maximum d'un mois, s'est intercalée entre la période d'emploi et la période de service militaire.

Mise en place du régime unique : prise en compte des particularités de certains règlements

L'article 23 de l'annexe A à l'accord du 8 décembre 1961 prévoit la validation de la fraction de service national actif excédant **12** mois, sous réserve que le service national ait interrompu une activité visée par l'accord.

Néanmoins, le règlement d'une institution pouvait permettre la validation de l'intégralité du service national, lorsque le service national n'a fait l'objet d'aucune inscription de droits par cette institution, la commission paritaire a décidé que la validation du service national intervient conformément aux dispositions de l'article 23 précité.

Une suite favorable doit être réservée aux demandes des participants sollicitant l'application de cette ancienne disposition réglementaire.

Lettre circulaire ARRCO n° 98-15 du 11 mai 1998

Dans le cas où la période militaire n'est précédée d'aucune activité, les droits sont calculés comme des «services passés» en utilisant la moyenne de référence ou, à défaut, le forfait annuel ARRCO, en utilisant un forfait équivalent à **144** points UNIRS.

Les périodes militaires effectuées avant **21** ans sont validées à **75** %.

Lettre circulaire ARRCO n° 98-32 du 6 novembre 1998

Périodes d'activité accomplies en Algérie

Les anciens salariés de nationalité française ou les anciens salariés de nationalité étrangère bénéficiant de la qualité de rapatriés, au titre de la Loi du 29 décembre 1961, peuvent faire valider les périodes d'activité accomplies en Algérie avant le 1^{er} juillet 1962.

Cette validation se fait à la condition d'avoir été salarié dans une entreprise relevant du champ d'application de l'accord du 8 décembre 1961 et d'avoir appartenu au régime général de Sécurité sociale.

Pour les cadres, il est nécessaire de justifier de l'attribution de droits auprès de l'AGIRC pour les périodes concernées.

Le régime unique à compter de 2019 ne prévoit pas de validation du service national.

VALEURS DU POINT RETRAITE

Date	Montant	Date	Montant
1947	4 AF	Juillet 1972	0,545 F
Janvier 1948	5 AF	Janvier 1973	0,560 F
Octobre 1948	6 AF	Juillet 1973	0,600 F
Janvier 1949	6 AF	Janvier 1974	0,620 F
Janvier 1950	6 AF	Juillet 1974	0,675 F
Juillet 1950	8 AF	Janvier 1975	0,720 F
Janvier 1951	9 AF	Juillet 1975	0,756 F
Juillet 1951	11 AF	Janvier 1976	0,810 F
Janvier 1952	12 AF	Juillet 1976	0,850 F
Juillet 1952	12,50 AF	Janvier 1977	0,884 F
Janvier 1955	13 AF	Juillet 1977	0,910 F
Janvier 1956	14 AF	Janvier 1978	0,9524 F
Janvier 1957	15 AF	Juillet 1978	1,000 F
Janvier 1958	16,50 AF	Janvier 1979	1,040 F
Juillet 1958	18 AF	Juillet 1979	1,094 F
Janvier 1959	19 AF	Janvier 1980	1,156 F
Juillet 1959	20 AF	Juillet 1980	1,220 F
Janvier 1960	0,210 F	Janvier 1981	1,312 F
Juillet 1960	0,220 F	Juillet 1981	1,378 F
Janvier 1961	0,230 F	Juillet 1982	1,520 F
Janvier 1962	0,250 F	Janvier 1983	1,570 F
Juillet 1962	0,255 F	Juillet 1983	1,660 F
Juillet 1963	0,270 F	Janvier 1984	1,720 F
Juillet 1964	0,300 F	Juillet 1984	1,736 F
Juillet 1965	0,315 F	Janvier 1985	1,790 F
Janvier 1966	0,320 F	Juillet 1985	1,839 F
Juillet 1966	0,325 F	Janvier 1986	1,867 F
Juillet 1967	0,340 F	Juillet 1986	1,885 F
Juillet 1968	0,365 F	Janvier 1987	1,914 F
Janvier 1969	0,382 F	Juillet 1987	1,928 F
Juillet 1969	0,405 F	Janvier 1988	1,973 F
Juillet 1970	0,435 F	Janvier 1989	2,019 F
Janvier 1971	0,450 F	Juillet 1989	2,045 F
Juillet 1971	0,490 F		

Date	Montant
Janvier 1990	2,093 F
Janvier 1991	2,179 F
Janvier 1992	2,242 F
Janvier 1993	2,303 F
Janvier 1994	2,303 F
Janvier 1995	2,303 F
Janvier 1996	2,2275 F
Janvier 1997	2,3492 F
Janvier 1998	2,3492 F
Janvier 1999	2,3586 F
Janvier 2000	2,3586 F
Avril 2001	2,4126 F (0,3678) €
Avril 2002	0,3737 €
Avril 2003	0,3796 €
Avril 2004	0,3862 €
Avril 2005	0,3940 €
Avril 2006	0,4005 €
Avril 2007	0,4073 €
Avril 2008	0,4132 €
Avril 2009	0,4186 €
Avril 2010	0,4216 €
Avril 2011	0,4233 €
Avril 2012	0,4330 €
Avril 2013	0,4352 €
2014-2015-2016-2017	0,4352 €
Novembre 2018	0,4378 €
2019 (AGIRC-ARRCO)	1,2588 €
Novembre 2019	1,2714 €
Novembre 2020	1,2714 €
Novembre 2021	1,2841 €
Novembre 2023	1,3498 €

ASSIETTE MAXIMALE ANNUELLE DE COTISATIONS - TRANCHE B

Années	Assiette	Années	Assiette
1948	672.000 AF	1987	350 460 F
1949	774.000 AF	1988	361 080 F
1950	792.000 AF	1989	375 840 F
1951	1.035.000 AF	1990	393 120 F
1952	1.332.000 AF	1991	423 280 F
1953	1.368.000 AF	1992	432 360 F
1954	1.368.000 AF	1993	449 460 F
1955	1.422.000 AF	1994	459 360 F
1956	1.584.000 AF	1995	467 820 F
1957	1.584.000 AF	1996	483 660 F
1958	1.800.000 AF	1997	493 920 F
1959	1.980.000 AF	1998	507 240 F
1960	20 520 F	1999	520 920 F
1961	24 300 F	2000	529 200 F (80 676,02 €)
1962	28 800 F	2001	538 200 F (82 048,06 €)
1963	31 320 F	2002	84 672 €
1964	34 200 F	2003	87 552 €
1965	36 720 F	2004	89 136 €
1966	38 880 F	2005	90 576 €
1967	41 040 F	2006	93 204 €
1968	43 200 F	2007	96 552 €
1969	48 960 F	2008	99 828 €
1970	54 000 F	2009	102 924 €
1971	59 400 F	2010	103 860 €
1972	65 880 F	2011	106 056 €
1973	73 440 F	2012	109 116 €
1974	83 520 F	2013	111 096 €
1975	99 000 F	2014	112 644 €
1976	113 760 F	2015	114 120 €
1977	129 960 F	2016	115 848 €
1978	144 000 F	2017	117 684 €
1979	160 920 F	2019	119 196 €
1980	180 360 F	2019 (T2) de 1 à 8 plafonds	283 668 €
1981	206 280 F	2020	287 952 €
1982	246 060 F	2021	287 952 €
1983	275 040 F	2022	287 952 €
1984	298 800 F	2023	307 944 €
1985	320 220 F		
1986	326 600 F		

ASSIETTE MAXIMALE ANNUELLE DE COTISATIONS - TRANCHE C OU T 3

Années	Assiette
1988	481 440 F
1989	501 120 F
1990	524 160 F
1991	551 040 F
1992	576 480 F
1993	599 282 F
1994	612 480 F
1995	623 760 F
1996	644 880 F
1997	658 560 F
1998	676 320 F
1999	694 560 F
2000	705 600 F (107 568,02 €)
2001	717 600 F (109 397,41 €)
2002	112 896 €
2003	116 736 €
2004	118 848 €
2005	120 768 €
2006	124 272 €
2007	128 736 €
2008	133 104 €
2009	137 232 €
2010	138 480 €
2011	141 408 €
2012	145 488 €
2013	148 128 €
2014	150 192 €
2015	152 160 €
2016	154 464 €
2017	156 912 €
2018	158 928 €
2019	283 668 € T2 (de 1 à 8 plafonds)
2020	287 952 € T2
2021	287 952 € T2
2022	287 952 €
2023	307 944 €

COTISATIONS

Les cotisations et contributions sociales personnelles obligatoires sont calculées sur les revenus professionnels.

Les revenus soumis à cotisation sont l'ensemble des revenus professionnels non salariés provenant d'activités commerciales, industrielles, artisanales, libérales ou agricoles, soumis à l'impôt sur le revenu après déduction et réintégration de certains éléments.

Les revenus sont à déclarer avant le 1^{er} mai de chaque année sur un formulaire spécifique la déclaration commune des revenus soit en version papier soit en version électronique sur net-entreprises.fr

Les cotisations maladie-maternité, indemnités journalières, retraite de base et complémentaire, allocations familiales et CSG-CRDS sont calculées dans un premier temps sur le revenu professionnel de l'avant-dernière année puis font l'objet d'une régularisation l'année suivante lorsque les revenus réels sont connus.

La cotisation invalidité décès est calculée à titre définitif sur le revenu professionnel de l'avant-dernière année et ne fait l'objet d'aucune régularisation.

ASSIETTE ET TAUX DE COTISATIONS

Dans la limite de **43 992 €** (plafond de la Sécurité sociale) :

- **17,75 %** ;
- pour les revenus au-dessus du plafond de la Sécurité sociale, **0,60 %**.

Cotisations et contributions sociales minimales 2023

Bases minimales de calcul pour 2023 : **5 059,08 €** (**11,5 %** du plafond de Sécurité sociale).

 *La cotisation minimum permet de valider 3 trimestres en 2023.*

STATUT D'AUTOENTREPRENEUR : VALIDATION DE TRIMESTRES

L'autoentrepreneur est soumis au régime microsocial simplifié bénéficie d'un dispositif d'exonération partielle de cotisations, compensé par l'État.

Dans cette situation, il acquiert des trimestres d'assurance vieillesse validés en fonction du montant de son chiffre d'affaires.

Pour permettre la validation d'un trimestre, l'autoentrepreneur doit réaliser un chiffre d'affaires au moins égal à un montant qui évolue en fonction du SMIC.

La compensation de l'État a été supprimée en application de décret n° 2010-696 du 24 juin 2010 ; le simple fait d'exercer une activité sur une année civile ne permet plus de valider un trimestre au titre de la retraite de base.